

Reporters sans frontières demande la libération de Jean-Claude Kavumbagu

@rib News, 11/09/2008 Reporters sans frontières Communiqué de presse 11 septembre 2008 BURUNDI Le directeur d'un site Internet pour avoir prétendument «diffamé» le chef de l'Etat Reporters sans frontières demande la libération de Jean-Claude Kavumbagu, directeur du site Internet Net press, arrêté et incarcéré le 11 septembre 2008 à Bujumbura, sur la base d'une plainte pour «diffamation» déposée contre lui par le secrétaire général du gouvernement. Outre qu'elle n'apporte aucune réponse satisfaisante à une éventuelle diffamation du chef de l'Etat, cette mesure nous inquiète dans la mesure où elle survient à un moment où les relations entre le gouvernement et la société civile se sont nettement détériorées. Notre crainte est que l'arrestation de Jean-Claude Kavumbagu soit le prélude à d'autres mesures répressives à l'encontre de la presse privée, aggravant la crise provoquée par l'incarcération de quatre journalistes de l'organisation. Jean-Claude Kavumbagu, directeur du site d'informations Net press, a été placé en détention à la prison centrale de Mpimba, le 11 septembre, après avoir répondu à une deuxième convocation du parquet de la capitale. Lors d'une première comparution, en août 2008, il lui avait été notifié que le secrétaire général du gouvernement avait porté plainte pour «œuvres diffamatoires» et «propos injurieux». Les poursuites font suite à la publication d'un article accusant le président de la République, Pierre Nkurunziza, d'avoir utilisé 100 millions de francs burundais (100 000 euros) lors de son voyage en Chine, à l'occasion de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques, alors que le secrétariat général du gouvernement affirme ne lui avoir octroyé que 50 millions. Selon l'article, le blocage de cette somme aurait retardé le paiement des salaires des fonctionnaires. Net press est un site Internet critique envers le CNDD-FDD, le parti du président qui a remporté l'élection présidentielle d'août 2005. Son directeur a également été plusieurs fois arrêté sous le précédent gouvernement, notamment en 2001 et 2003, et son site suspendu sur ordre de l'organe de régulation des médias en 2005. Son arrestation intervient dans un contexte d'hostilité croissante des partisans du chef de l'Etat contre les associations de défense des droits de l'homme et certains médias privés ou journalistes locaux, ainsi que par exemple l'absence des «enfants de la dictature» uniquement soucieux de «sauvegarder leurs acquis» par un soutien gouvernemental. En novembre 2006, quatre journalistes importants de Bujumbura avaient passé plus de deux mois en prison après la diffusion d'une information selon laquelle l'armée aurait préparé l'attaque du palais présidentiel, le domicile du chef du parti présidentiel, avec pour objectif de servir de preuve à la préparation d'une tentative de coup d'Etat, dont la réalité était contestée par les médias privés.